

Les dangers du populisme et la menace sur les droits humains

Rapport mondial 2017 de l'Observatoire des droits humains

Partage international n° [341](#) - Février 2017

par Kenneth Roth

Les droits humains existent pour protéger les individus des abus et de la négligence des gouvernements. Ils limitent ce qu'un État peut faire et lui imposent des obligations. Pourtant, aujourd'hui, une nouvelle génération de populistes inverse cette protection. Prétendant parler pour le peuple, ils accusent les droits d'entrave à leur conception de la volonté de la majorité, et d'obstacle inutile pour défendre la nation des menaces et des maux perçus. Au lieu d'accepter les droits comme moyen de protection de tous, ils privilégient les intérêts présumés de la majorité, encourageant les gens à adopter la dangereuse croyance qu'ils n'auront jamais besoin d'affirmer leurs droits contre un gouvernement abusif qui prétendrait agir en leur nom.

L'attrait pour les populistes s'est accru avec le mécontentement grandissant du public vis-à-vis du *statu quo*. En Occident, beaucoup de gens se sentent abandonnés par les changements technologiques, la mondialisation et les inégalités croissantes. D'odieuses attaques terroristes suscitent l'appréhension et la peur. Certains sont mal à l'aise dans des sociétés qui sont devenues plus diverses au niveau ethnique, religieux et racial. Le sentiment se répand que les gouvernements et les élites ignorent les préoccupations du public.

Dans ce chaudron de mécontentement, certains politiciens prospèrent et même accèdent au pouvoir, en expliquant que les droits protègent seulement le suspect terroriste ou le demandeur d'asile au détriment de la sécurité, du bien-être économique et des préférences culturelles de la majorité présumée. Ils prennent comme boucs émissaires les réfugiés, les communautés d'immigrants et les minorités. La

vérité en est souvent la victime. Le nativisme, la xénophobie, le racisme et l'islamophobie progressent.

Cette tendance dangereuse menace de renverser les acquis du mouvement moderne des droits de l'homme. A l'origine, ce mouvement s'était préoccupé des atrocités de la Seconde Guerre mondiale et de la répression associée à la Guerre froide. Ayant vu le mal dont les gouvernements étaient capables, les Nations avaient adopté une série de traités relatifs aux droits humains, pour limiter et décourager les abus futurs. La protection de ces droits était considérée comme indispensable pour que les individus puissent vivre dans la dignité. Le respect croissant des droits a jeté les bases de sociétés plus libres, plus sûres et plus prospères.

Mais aujourd'hui, un nombre croissant de personnes en arrivent à voir les droits non pas comme un moyen de se protéger de l'État, mais comme un obstacle aux efforts gouvernementaux pour les défendre. Aux États-Unis et en Europe, l'immigration est perçue comme étant la menace principale, à la croisée des préoccupations concernant l'identité culturelle, les opportunités économiques et le terrorisme. Encouragée par les populistes, une partie croissante de la population considère que les droits ne protègent que ces « autres » personnes, pas eux-mêmes, et donc sont superflus. Si la majorité veut limiter les droits des réfugiés, des migrants ou des minorités, elle devrait, selon les populistes, être libre de le faire. Le fait que les institutions et les traités internationaux soient un obstacle ne fait qu'accentuer cette antipathie envers les droits dans un monde où le nativisme est souvent préféré au mondialisme.

Peut-être est-il dans la nature humaine de s'identifier plus difficilement avec des personnes qui ne nous ressemblent pas, et d'accepter plus facilement la violation de leurs droits. Les gens trouvent du réconfort dans l'hypothèse dangereuse qu'une application sélective des droits est possible - qu'ils peuvent remettre en cause les droits d'autrui tout en préservant les leurs.

Mais les droits par nature n'admettent pas une approche à la carte. Vous pouvez ne pas aimer vos voisins, mais si vous sacrifiez leurs droits

aujourd'hui, vous mettez en danger les vôtres demain, parce que finalement les droits sont fondés sur le devoir réciproque de traiter les autres comme vous voudriez être traité vous-même. Violer les droits de certains, c'est saper l'édifice des droits qui seront inévitablement nécessaires aux membres de la majorité présumée au nom desquels sont commises les violations actuelles.

Nous oublions à nos risques et périls les démagogues d'antan – les fascistes, les communistes et leurs semblables qui revendiquent une vision privilégiée de l'intérêt de la majorité mais finissent par opprimer l'individu. Quand les populistes traitent les droits comme un obstacle à la volonté de la majorité, ce n'est qu'une question de temps avant qu'ils ne se retournent contre ceux qui sont en désaccord avec leur ordre du jour. Le risque est encore plus grand lorsque les populistes attaquent l'indépendance du pouvoir judiciaire qui défend l'État de droit – c'est-à-dire qui impose des limites que le droit impose à la conduite gouvernementale.

Ces revendications du pouvoir absolu de la majorité, et les attaques contre les contrôles et les équilibres qui limitent le pouvoir gouvernemental, sont peut-être le plus grand danger aujourd'hui pour l'avenir des démocraties occidentales.

Une réponse timide

Plutôt que d'affronter cette vague populiste, trop de responsables politiques occidentaux semblent avoir perdu confiance dans les valeurs des droits humains, et ne les soutiennent que timidement. Peu de dirigeants les défendent vigoureusement, bien qu'il y ait eu un certain nombre d'exceptions.

Certains dirigeants semblent s'être enfouis la tête dans le sable, espérant que les vents du populisme se calment. D'autres, s'ils ne cherchent pas à profiter des passions populistes, semblent espérer que l'émulation entre populistes entre eux puisse tempérer leur influence.

En Grande-Bretagne, on s'en est pris aux juristes activistes et militants des droits de l'homme de gauche qui ont osé accuser les forces britanniques de torture en Irak. En France, le gouvernement a emprunté à l'idéologie du Front national, essayant de faire de la déchéance de nationalité des Français binationaux, un axe central dans la politique de lutte contre le terrorisme ; cette initiative a été abandonnée par la suite. Le gouvernement néerlandais impose aux femmes musulmanes des restrictions au port du voile intégral. De nombreux dirigeants européens soutiennent l'appel de la

Hongrie à fermer les frontières de l'Europe, abandonnant les réfugiés à leur sort. Imiter ainsi les populistes ne fait que renforcer et légitimer les politiciens qui s'en prennent aux valeurs des droits humains.

On observe une tendance similaire en dehors de l'Occident. En effet, la montée des populistes occidentaux semble avoir encouragé plusieurs dirigeants dans leur mépris des droits humains...

Il est urgent de réaffirmer les droits humains

Pour contrer ces tendances, une réaffirmation vigoureuse des droits humains s'impose de toute urgence. La montée des populistes devrait certainement amener les principaux politiciens à un examen de conscience, plutôt qu'à un abandon de ces valeurs fondamentales par les autorités publiques ou la population. Les gouvernements qui s'engagent à respecter les droits humains servent mieux leur peuple, en étant plus à même d'éviter la corruption, l'autoglorification et l'arbitraire qui accompagnent si souvent l'autocratie. Les gouvernements respectueux des droits humains sont mieux placés pour écouter leurs citoyens, reconnaître et résoudre leurs problèmes. Et les gouvernements qui respectent les droits humains sont plus facilement remplacés quand les gens ne sont pas satisfaits de leurs décisions. Mais si l'attrait pour « l'homme fort » et si les voix de l'intolérance prédominent, le monde risque d'entrer dans une ère sombre. Nous ne devrions jamais sous-estimer le comportement des démagogues, qui sacrifient les droits d'autrui en notre nom aujourd'hui, pour jeter par-dessus bord nos droits demain quand leur vraie priorité – le maintien au pouvoir – sera menacée.

Face à cette attaque mondiale contre les droits humains, il est nécessaire de réaffirmer et de défendre vigoureusement les valeurs fondamentales qui les sous-tendent.

De nombreux acteurs ont un rôle important à jouer. Les organisations de la société civile, et en particulier les groupes qui luttent pour défendre les droits, doivent protéger l'espace civique là où il est menacé, bâtir des alliances entre les communautés pour montrer notre intérêt commun pour les droits humains et réduire les divisions Nord-Sud pour unir nos forces contre les autocrates qui, de toute évidence, apprennent les uns des autres.

Les médias devraient contribuer à mettre en lumière les tendances dangereuses en cours, en relativisant leur couverture des déclarations et des comportements du jour, par une analyse des

conséquences à plus long terme. Ils devraient également s'efforcer d'exposer et de réfuter la propagande et les fausses nouvelles propagées par certains.

Les gouvernements se prétendant attachés aux droits humains doivent défendre plus régulièrement les principes essentiels. Cela concerne aussi les démocraties d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie qui votent actuellement positivement sur des initiatives aux Nations unies proposées par d'autres pays, mais prennent rarement l'initiative, que ce soit aux Nations unies ou dans leurs relations directes avec d'autres pays.

En fin de compte, la responsabilité incombe au public. Les démagogues qui font commerce de casuistique, s'assurent du soutien populaire en plaquant de fausses explications et des solutions bon marché sur des problèmes réels. Le meilleur antidote est que le public exige une politique basée sur la vérité et les valeurs sur lesquelles la démocratie respectueuse des droits a été construite. Les populistes prospèrent en l'absence d'opposition. Une réaction populaire forte, utilisant tous les moyens disponibles - les groupes de la société civile, les partis politiques, les médias traditionnels et les réseaux sociaux - est la meilleure défense des valeurs que tant d'entre nous apprécions encore, malgré les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Les mensonges ne se transforment pas en vérité simplement parce qu'ils sont propagés par une armée de trolls sur Internet ou une foule de partisans. On n'est pas contraint à la caisse de résonance des mensonges. Les faits demeurent puissants, ce qui explique pourquoi les autocrates déploient tant d'efforts pour censurer ceux qui rapportent des vérités gênantes, en particulier en ce qui concerne les atteintes aux droits humains.

Les valeurs sont fragiles. Étant donné que les valeurs des droits humains dépendent avant tout de notre capacité d'empathie avec les autres - notre capacité à reconnaître l'importance de traiter les autres de la manière dont nous voudrions être traités - elles sont particulièrement vulnérables aux appels à l'exclusion de la démagogie. La culture d'une société de respect des droits humains a besoin de soins réguliers, de peur que les craintes du moment balayent la sagesse qui a construit la règle démocratique.

Auteur : Kenneth Roth, procureur américain et directeur exécutif de Human Rights Watch.

Sources : Kenneth Roth, La dangereuse montée du populisme : attaques mondiales contre les valeurs des droits humains. Dans Rapport mondial 2017. www.hrw.org

Thématiques :

Rubrique : [Divers](#) ()